



Pour un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste

BioMéryeux

Lundi 7 avril 2025

Les barrières ne protègent pas : elles enferment !

Trump a annoncé mercredi 2 avril – la veille on aurait pu croire à un poisson d'avril ! – une hausse des droits de douane perçus par les États-Unis. La guerre économique est déclarée, au risque de précipiter rien de moins qu'une crise de l'économie mondiale.

L'impérialisme américain à l'offensive

Cette taxation va renchérir la plupart des marchandises de 10 % à 50 % selon les pays. Les automobiles ont droit à un minimum de 25 % d'où qu'elles viennent. Les produits chinois, déjà taxés à hauteur de 20 %, se voient infliger 34 points de plus, soit un total de 54 % !

Pour justifier cette remise en place de barrières douanières à un niveau jamais vu depuis plus d'un siècle, Trump présente son pays comme la victime du libre-échange... que ses prédécesseurs ont imposé pour asseoir la domination des États-Unis sur l'économie mondiale !

À l'entendre, ses droits de douane à lui seraient une réponse « gentille » à ceux prétendument plus élevés des autres pays. C'est un mensonge pur et simple. Mais un mensonge assorti d'une menace, celle de les augmenter encore. De fait, bon nombre de pays semblent préférer négocier avec le chef de la principale puissance de la planète.

Leur guerre économique... avec notre peau

D'autres envisagent de rendre coup pour coup et taxe pour taxe. Pas tant du côté de l'Europe, où Macron joue au chef de bande, mais brasse surtout de l'air – un comique de répétition lassant à force de n'être même pas drôle –, que du côté de la Chine, qui a annoncé une hausse miroir de 34 % de ses droits de douane sur les produits américains. Qu'il y ait riposte ou pas, les exportations refoulées aux États-Unis vont chercher à s'écouler dans d'autres pays. Lesquels pourraient à leur tour... relever les taxes sur leurs importations !

Cette perspective d'une escalade générale des barrières douanières a immédiatement fait chuter les cours des principales bourses de la planète. Les capitalistes ont peur, certes, mais du côté des travailleurs, nous aurions tort de nous réjouir. Dans l'immédiat, c'est l'inflation qui menace aux États-

Unis. Les entreprises étrangères ne céderont pas leurs bénéfices aux douaniers : elles augmenteront donc leurs prix. Demain, c'est l'emploi qui risque de trinquer. À Detroit, capitale de l'automobile des États-Unis, des ouvriers angoissent de voir les droits de douane s'appliquer sur les châssis en aluminium provenant du Canada, à quelques kilomètres seulement. Le prix des voitures qu'ils produisent grimperait en flèche, au risque que personne ne les achète... et que leur patron les licencie.

Réindustrialisation... piège à c...

Trump minimise. Ces « perturbations » seraient un mauvais moment à passer avant que l'appétissant marché américain amène la relocalisation d'usines aux États-Unis. Chez nous aussi, tout le monde parle de réindustrialisation, de la gauche à l'extrême droite. Mais personne ne le fait. Barrières douanières ou non, ce qui attire les capitalistes, ce sont les possibilités de faire du profit sur l'exploitation des travailleurs. Et, des plus protectionnistes aux plus libre-échangistes, tous les dirigeants capitalistes, comme Macron, et ceux qui aspirent à l'être, comme Le Pen et Bardella, s'accordent pour vouloir renforcer ces possibilités.

Entre travailleurs, pas de frontières !

Bien des syndicats, ici ou ailleurs, cèdent aux sirènes du protectionnisme. Comme si l'État aux mains des patrons pouvait faire autre chose qu'aider ces derniers à nous exploiter ! Libre-échange ou barrières douanières, ce sont les deux faces d'une même médaille : le capitalisme !

Les barrières douanières ne nous protégeront pas plus des bas salaires et des licenciements que la fermeture des frontières aux immigrés. Nos adversaires ne sont pas les travailleurs des autres pays : c'est même précisément par des luttes communes contre nos exploiteurs communs que nous pourrions remettre à l'endroit ce monde qui marche sur la tête.

Dépilleur ou des pleurs ?

Le robot dépilleur est enfin opérationnel à P1. Il effectue à notre place la charge pénible et répétitive d'alimenter la machine en boîtes. Sauf que le système d'aspiration des saches enlevées au fur et à mesure, initialement prévu, est absent. Les saches s'accumulent donc dans une benne qu'il faut vider toutes les cinq minutes, en s'accroupissant : une autre tâche pénible et répétitive pour nous !

Cet exemple illustre bien la volonté des patrons quand ils automatisent des lignes ou des portions de lignes. Sous couvert de diminuer la pénibilité au travail (ce qui peut être le cas), l'objectif est toujours d'augmenter la productivité. Car au final, il y a plus de boîtes qui sortent de cette ligne en moins de temps... et tant pis pour notre dos et nos genoux !

Si on ne se bat pas pour nos conditions de travail, personne ne le fera !

Réunion : le système de santé dépassé par le chikungunya

Le plan blanc, dispositif qui permet de déprogrammer certaines opérations et de rappeler du personnel en congé, a été déclenché par le CHU de l'île en proie à une épidémie de chikungunya, une maladie virale transmise par des moustiques. Plus de 20 000 cas ont été recensés depuis le déclenchement de l'épidémie, en août 2024, en grande majorité depuis le début de cette année. Et l'épidémie continue de progresser, près de 6 000 nouveaux cas ayant été enregistrés au cours de la semaine du 17 au 23 mars. Les services d'urgence situés sur les deux sites du CHU, à Saint-Denis (nord) et à Saint-Pierre (sud), sont submergés. Une campagne de vaccination doit commencer la semaine prochaine mais est rendue difficile par le manque de personnel et de moyens. Car, comme en Métropole, le système sanitaire réunionnais, sous-financé depuis des années, est dans un triste état.

Ohayon patron voyou

Michel Ohayon, entrepreneur milliardaire qui a mené à la liquidation des chaînes comme Camaïeu, Gap France ou Go Sport, avec la mise sur le carreau de plusieurs milliers de salariés, vient d'être mis en examen par le parquet de Paris pour banqueroute, abus de biens sociaux, escroqueries en bande organisée, abus de confiance et blanchiment aggravé. En fait il aurait pioché au moins 50 millions d'euros dans la trésorerie des magasins qu'il possédait ou avait

rachetés. Il est toujours propriétaire d'une vingtaine de magasins Galeries Lafayette en province. Et si sa holding, la Financière immobilière bordelaise, est en cessation de paiements, avec 500 millions d'euros de passif, Ohayon continue d'habiter un luxueux hôtel particulier. Ce qui montre qu'être un patron voyou poursuivi en justice n'empêche pas de conserver le goût du luxe.

Tunisie : haro sur les migrants d'Afrique subsaharienne

Les autorités tunisiennes ont démantelé des camps de fortune de migrants venus principalement d'Afrique subsaharienne. Les camps, installés au milieu d'oliveraies dans les régions d'El Amra et Jebeniana, dans le centre-est du pays, abritaient une vingtaine de milliers de personnes. Ces démantèlements font suite à une campagne xénophobe menée contre eux par le président Kaïs Saïed (et reprise sur les réseaux sociaux) qui, depuis des mois, a fait emprisonner des membres des ONG qui leur venaient en aide. En février 2023, Saïed avait dénoncé l'arrivée de « hordes de migrants subsahariens » menaçant, selon lui, de « changer la composition démographique » du pays. La théorie raciste du « grand remplacement » n'est pas l'apanage de Marine Le Pen et de ses amis...

Tous à la Fête du NPA-R de Lyon !



Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA